CRISE DE LA DETTE

La BCE, sur la ligne allemande, ne veut pas faire plus

La Banque centrale européenne (BCE) a réaffirmé hier qu'elle ne se porterait pas davantage au secours de la zone euro qu'elle ne le fait déjà, malgré les pressions exercées notamment par la France, pour des questions de mandat et de crédibilité, adoptant la même ligne que Berlin.

L'objectif, unique, fixé à la BCE lors de sa création est de maintenir la stabilité des prix, a rappelé son président Mario Draghi au cours d'une conférence financière à Francfort (ouest). Ce qu'elle fait par l'intermédiaire de la fixation de taux d'intérêt qui servent de baromètre au crédit en zone euro.

«Notre crédibilité implique le succès de notre politique monétaire consistant à ancrer les perspectives d'inflation à moyen et long terme», a-t-il déclaré.

«C'est la contribution majeure que nous pouvons apporter pour soutenir la croissance, la création d'emplois et la stabilité financière. Et nous apportons cette contribution en toute indépendance», a-t-il poursuivi.

Pour assurer la stabilité financière, la BCE intervient toutefois déjà en fournissant des liquidités aux banques de la zone euro pour un montant illimité et à taux fixe.

Elle rachète aussi de la dette publique sur le marché secondaire, dans une tentative de limiter l'envolée des taux d'emprunt des pays en difficulté pour des montants toutefois restreints et de manière temporaire, prend-elle garde à rappeler régulièrement.

Mais alors que la France notamment, qui fait face à une pression accrue des marchés, et nombre d'économistes sont revenus à la charge cette semaine pour réclamer que la BCE lâche davantage les vannes, M. Draghi a renvoyé les gouvernements à leurs responsabilités.

«Les politiques économiques nationales sont responsables de la restauration et du maintien de la stabilité financière», a-t-il déclaré.

Cette position est largement défendue par la Banque centrale allemande, la Bundesbank, qui a montré, en outre, à plusieurs reprises son opposition au programme de rachat d'obligations d'Etat. Son président, Jens Weidmann, a estimé hier au cours de la même conférence que la BCE ne devait pas outrepasser son mandat.

«Le manque de réussite pour circonscrire la crise ne justifie pas d'outrepasser le mandat de la Banque centrale et de la rendre responsable de la résolution de la crise», a-t-il déclaré.

«Un engagement clair» à respecter le premier mandat de la BCE, la stabilité des prix, «est un élément indispensable pour un avenir prospère de l'euro», a-t-il insisté.

«Je suis convaincu que la crise de confiance actuelle ne peut pas être surmontée si la confiance dans le cadre légal et économique est perdue», a-t-il déclaré, rappelant son opposition catégorique à «toute forme de financement monétaire de la dette publique».

De son côté, le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble a jugé lors de la même réunion que si la BCE se mettait à financer la dette des Etats, cela donnerait à la zone euro «quelques mois de répit» mais en définitive, «les marchés ne considéreraient plus l'euro comme une monnaie stable».

Pour limiter ses rachats d'obligations publiques, la BCE se serait même dotée d'un plafond secret, fixé pour le moment à 20 milliards d'euros, selon le quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung* paru hier.

Toutes les deux semaines, le conseil des gouverneurs de l'institution fixerait un montant maximal, poursuit le journal qui ne cite pas ses sources mais selon lequel cette pratique serait en vigueur depuis le lancement des rachats en mai 2010.

Interrogé par l'AFP sur l'existence d'un tel plafond, M. Weidmann s'est refusé à tout commentaire.

Début août, la BCE avait déboursé 22 milliards d'euros en une seule semaine à cet effet, mais ces dernières semaines, ses achats tournent autour de 4 à 5 milliards d'euros. Au total, la BCE a racheté pour l'instant 187 milliards de dette publique.

La Grèce met les bouchées doubles pour réduire ses déficits

Le déficit public de la Grèce sera ramené à 5,4% du PIB en 2012, après 9% en 2011, selon les prévisions contenues dans le projet de budget du nouveau gouvernement grec, plus ambitieuses que celles de l'avant-projet de budget qui tablait sur 6,8% en 2012.

Parallèlement, le pays prévoit qu'il va subir une récession plus forte qu'anticipée, avec un PIB qui devrait reculer de 2,8% en 2012, au lieu de 2,5% prévu dans l'avant-projet budgétaire établi par le gouvernement sortant de Georges Papandréou avant le 2e plan d'aide à la Grèce conclu par la zone euro les 27 et 28 octobre.

La Grèce, qui vient de se doter d'un nouveau gouvernement de coalition, compte sur la présentation de son projet de budget 2012 au Parlement hier pour attester de sa détermination à mettre en place les réformes demandées par les bailleurs de fonds du pays, méfiants vis-à-vis des politiques grecs et hésitants à maintenir leur soutien financier.

Ce budget «n'est pas facile», mais il «constitue un outil de travail pour la sortie de crise», a déclaré le ministre des Finances Evangélos Vénizélos lors d'une conférence de presse hier à Athènes.

Les objectifs ambitieux découlent de la poursuite de la politique d'austérité qui conduit à des réductions des dépenses publiques, mais leur tenue dépend de la mise en œuvre réussie du plan d'aide européen négocié les 27 et 28 octobre qui prévoit un effacement d'une partie de la dette, pour alléger le fardeau du pays.

En cas de succès de cette opération, la Grèce ramènerait fin 2012 sa dette publique à 309 milliards d'euros, soit 145,5% du PIB, contre 352 milliards fin 2011 à 161,7% du PIB.

Du coup, la Grèce ne paierait en 2012 que 12,75 milliards d'euros d'intérêts sur sa dette au lieu de 16,38 milliards en 2011 et 17,9 milliards anticipés initialement dans l'avant-projet de budget établi avant que la zone euro n'adopte le principe d'un effacement de 100 milliards de dette détenue par les banques privées.

Le budget 2012 prévoit aussi la poursuite de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale et rend compte des fortes augmentations de l'imposition indirecte et foncière décidée en juin, en prévoyant que l'Etat encaisse 53,3 milliards d'euros en impôts, contre 49,7 en 2010.

En 2012, ses dépenses seront réduites de 5,2 milliards, à 100,1 milliards, via notamment la mise en œuvre des coupes salariales et suppressions de postes dans la Fonction publique imposées cet été, qui doivent ramener l'addition salariale à 17,9 milliards, au lieu de 19,5 milliards en 2011.

Les dépenses pour les programmes d'armements augmentent par contre pour atteindre 1 milliard contre 600 millions en 2011. Pour montrer sa bonne volonté gestionnaire aux créanciers du pays, la Grèce, qui attend le versement vital d'une tranche de 8 milliards d'euros début décembre, prévoit de faire adopter le budget par le Parlement «avant» le sommet européen du 9 décembre, et non d'ici le 31 décembre, comme prévu auparavant, a indiqué le ministre des Finances. «Pour la Grèce, assumer ses obligations envers ses partenaires et assurer la pleine mise en œuvre des décisions du 26-27 octobre revêt une importance non seulement cruciale mais existentielle», a-t-il lancé à l'attention des partenaires qui semblaient ces derniers jours de plus en plus réticents à délier les cordons de la bourse pour aider le pays à surnager.

M. Vénizélos a souligné en revanche que le budget ne prévoyait aucune nouvelle mesure d'austérité par rapport à celles déjà prévues en accord avec la troïka dans le programme pluri-annuel budgétaire voté en juin, au milieu de violentes manifestations.

Il a toutefois souligné que les Grecs n'éviteront des sacrifices supplémentaires l'année prochaine qu'à condition que toutes les mesures de juin, qui doivent se traduire par une brutale chute du niveau de vie de pans entiers de la population, soient appliquées à la lettre.

La crise et la rigueur vont d'ailleurs continuer à tirer le chômage à la hausse, avec un taux prévu de 17,1% pour 2012, contre 15,4% en 2011.

La consommation privée doit aussi continuer de chuter, de 4,1% contre 6,2% en 2011 tandis que les investissements devraient encore être réduits de 4%, après une chute de 13% en 2011.

ITALIE

Monti rappelle avoir été «le Saddam Hussein du business»

Face aux doutes exprimés sur son indépendance à l'égard de l'Europe ou des grandes entreprises italiennes, le nouveau chef du gouvernement italien Mario Monti s'est défendu hier en rappelant avoir été comparé au «Saddam Hussein du business» lorsqu'il était commissaire européen.

«Permettez-moi de réagir de façon très claire et nette sur la question des conflits d'intérêts, des pouvoirs forts et d'autres expressions fantaisistes que je considère offensantes», a déclaré M. Monti devant la Chambre des députés.

«Des pouvoirs forts en Italie, je n'en connais pas» mais en revanche, «j'ai eu le privilège de voir presque tous les pouvoirs forts du monde durant mes fonctions de commissaire (européen) à la concurrence», a-t-il souligné.

Et «ces pouvoirs forts s'en souviennent encore. Le jour où j'interdis une fusion entre deux grands groupes américains, bien que le président des Etats-Unis soit intervenu», le journal *The Economist* écrivit que le monde des affaires américain considérait Mario Monti comme "le Saddam Hussein du business", a rappelé M. Monti, en référence au blocage de la fusion entre General Electric et Honeywell en 2001. «Vous comprendrez pourquoi nous sommes légèrement dérangés» par ces accusations «mais c'est à nous de prouver que vous avez tort», a-t-il poursuivi.

Le gouvernement de M. Monti fait face à des critiques sur son indépendance et sur de potentiels conflits d'intérêts alors que le ministre du Développement économique, Corrado Passera, était patron de la banque Intesa Sanpaolo et que le ministre des Sports et du Tourisme, Piero Gnudi, a été président du groupe d'énergie Enel.

Adoptant un ton offensif, M. Monti a par ailleurs demandé aux hommes politiques à ne pas dire «débrancher la prise» du gouvernement, en référence à la capacité du Parlement de faire chuter le gouvernement, une expression qui aurait notamment été utilisée par Silvio Berlusconi.

«Nous aurions des problèmes d'identité car nous ne nous considérons pas comme des appareils électriques et nous ne saurions pas si nous sommes un rasoir (ennuyeux, ndlr) ou un poumon artificiel (pour l'économie italienne, ndlr)», a-t-il plaisanté.

Appelant les députés à lui accorder une confiance «vigilante» et «non aveugle», il leur a enfin demandé de tenir compte, s'ils lui retiraient un jour cette confiance, «des conséquences sur la confiance des citoyens en vous».